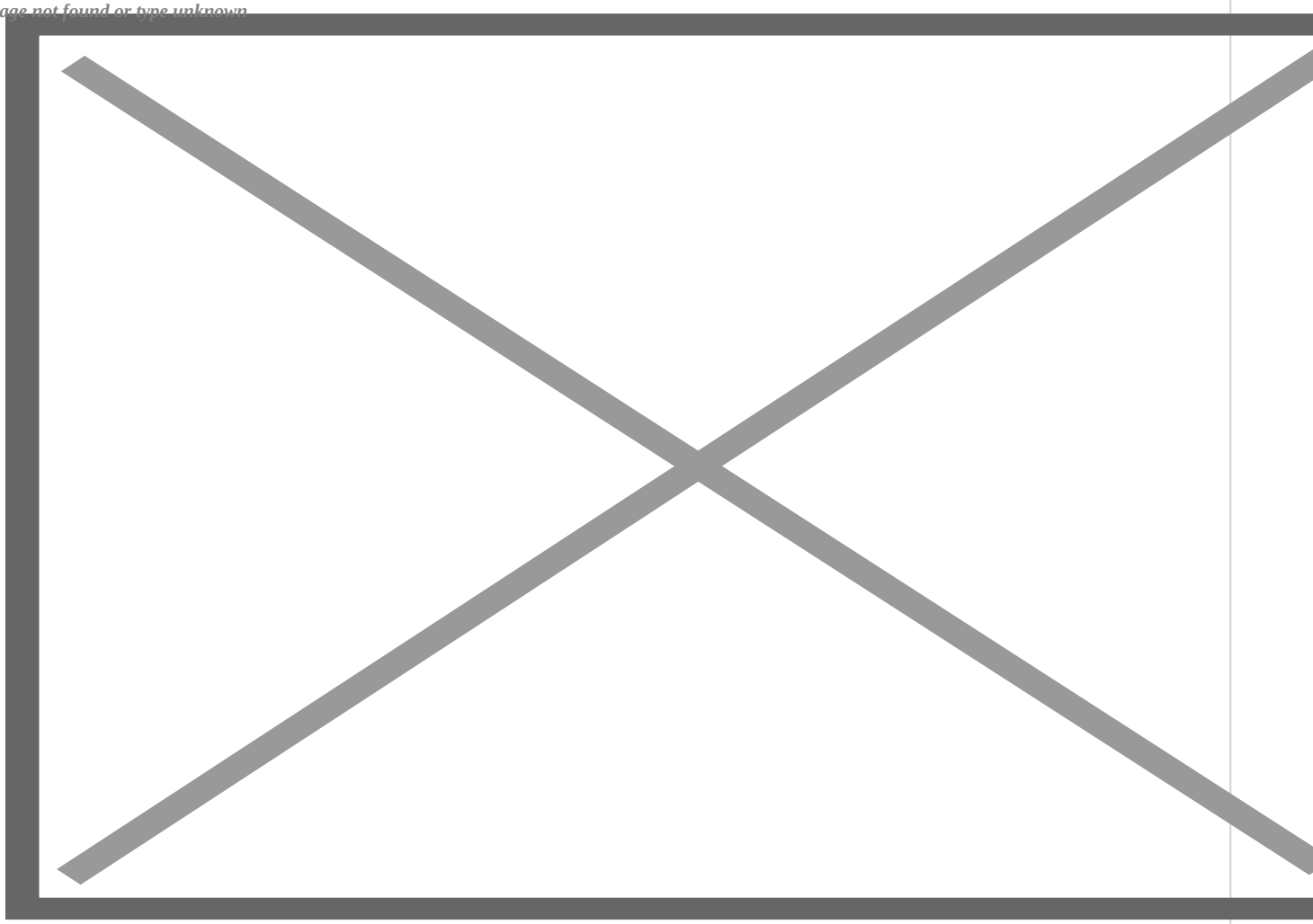
Le président cubain exhorte à produire davantage grâce à nos propres efforts, talents et capacités

Image not found or type unknown



Réunion du Conseil des ministres. Photo : Estudios Revolución

La Havane, 30 oct (RHC) Le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez, au cours de la dernière réunion du Conseil des ministres, dirigée par le Premier ministre Manuel Marrero Cruz, a souligné que l'appel principal doit être de produire plus avec nos propres efforts, nos talents et nos capacités et potentiels, a rapporté aujourd'hui la Présidence de la République.

Le chef de l'État a profité de cet espace avec la plus haute direction du gouvernement de la nation pour partager les analyses réalisées avec les bureaux provinciaux du Parti communiste et les gouverneurs de tous les territoires au cours de ce mois, où ont été évalués les engagements pris dans chaque endroit pour surmonter la situation économique complexe que traverse Cuba.

Bien que les effets du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain soient une vérité indéniable, le président Díaz-Canel a reconnu qu'il existe de nombreuses potentialités dans différents endroits qui ne sont pas encore exploitées, et qu'il est essentiel de promouvoir "la participation populaire dans tous les processus, ce qui commence également par le fait que nous devons avoir un dialogue, une conversation permanente avec notre population".

Le premier secrétaire du comité central du parti a mentionné les mesures d'économie, d'efficacité énergétique et d'ajustement de l'activité économique et sociale qui ont été adoptées pour faire face à la situation spécifique du déficit en carburant.

À cet égard, il a rappelé comment, dans les boulangeries, des alternatives ont été recherchées pour utiliser les fours non seulement avec la consommation d'énergie du système électro-énergétique, et les ajustements effectués pour utiliser plus efficacement les moyens de transport, tant pour les marchandises que pour la population, en particulier la demande que les moyens de l'État soient utilisés pour le transport de la population.

Ces mesures, ainsi que d'autres, ont donné des résultats, car "nous avons réussi à passer cette étape, je dirais avec moins de dégâts que ceux qui auraient pu être causés par la gravité de la situation au cours des dernières semaines de septembre et des premières semaines d'octobre, mais nous ne pouvons pas les démanteler".

De même que les mesures qui ont fait leurs preuves doivent être maintenues, le président a insisté sur le fait que "nous ne pouvons pas hésiter à modifier ce qui n'a pas fonctionné et à proposer de nouvelles mesures, de nouvelles actions, pour continuer à accroître l'efficacité énergétique et les économies d'énergie".

Après avoir exprimé sa conviction que tout ce qui n'a pas fonctionné doit être corrigé, M. Díaz-Canel a invité les participants à "écouter très attentivement ce que disent les gens, et à prêter constamment attention aux opinions de la population", ainsi qu'à "écouter et évaluer de manière critique les propositions faites par les économistes, les experts et les universitaires sur les solutions possibles pour faire face à la situation actuelle".

Il a également fait référence à la manière dont il faut exiger des institutions qu'elles remplissent leurs fonctions étatiques dans tous les domaines, ainsi qu'à la priorité de travailler de manière organisée à partir du territoire et de rompre avec le critère selon lequel les choses sont résolues d'en haut, car "en résolvant les problèmes de la municipalité et de la communauté, on résout les problèmes de la province et on résout les problèmes du pays".

Cela signifie, selon lui, que "les municipalités doivent travailler à la mise en œuvre des politiques nationales, des politiques provinciales et des politiques municipales approuvées et convenues, mais avec le soutien des institutions nationales, des institutions provinciales et des institutions et acteurs qui participent au niveau municipal".

Une autre question cruciale abordée par le président concerne la nécessité de stimuler la production de biens et la fourniture de services. Pour ce faire, la première chose à faire est de produire des aliments, car "c'est le premier bien qui doit être mis à la disposition de la population à de meilleurs prix".

Nous avons des terres, nous avons des gens, nous manquons peut-être de carburant, nous manquons peut-être d'intrants, mais aujourd'hui nous n'avons pas le choix, nous devons produire des aliments avec des techniques agro-écologiques, tout en sachant que l'efficacité ne sera pas la même, mais nous devons produire, a-t-il soutenu.

Il a réitéré l'idée, déjà avancée à d'autres occasions, que la principale source d'alimentation de la population ne peut être "ce que le pays importe de manière centralisée afin de le distribuer avec une certaine équité ou justice sociale, qui relève parfois de l'égalitarisme".

D'où son insistance à "rechercher les leviers qui peuvent stimuler la production alimentaire, afin que la source fondamentale d'alimentation de la population soit ce qui est produit localement, à partir des équilibres locaux, et que tout le reste que le pays importe, et qu'il continuera d'importer pour faire face à la situation, soit utilisé pour plus de choses".

En ce qui concerne le secteur des entreprises, il a souligné qu'il doit pouvoir profiter de tout le potentiel dont disposent les entreprises et qui n'est pas toujours pris en compte. Avec la main-d'œuvre qualifiée dont elles disposent, lorsque la pénurie de carburant ou d'autres causes les empêchent de réaliser leur objectif principal, elles doivent chercher des moyens de "réaliser d'autres productions et services à la population que nous ne faisons pas aujourd'hui", ce qui génère non seulement des revenus pour les travailleurs, mais aussi une plus grande offre à la population.

Il a également évoqué la nécessité de promouvoir la création de MPME dans le secteur public. Il y a beaucoup d'entreprises, a-t-il soutenu, qui ont de petites structures efficaces dans leur activité et qui sont piégées par l'inefficacité du reste de l'entreprise, de sorte que ni la partie inefficace n'est développée ni la partie efficace, qui à son tour finit par être inefficace, et en tant que structure indépendante d'une MPME pourrait aller de l'avant.

"Nous avons besoin que les entrepreneurs misent tout sur le pays, qu'ils pensent comme un pays, et bien sûr, cela nécessite également une demande de la part des structures de gestion de toutes les organisations", a-t-il déclaré.

Parmi les priorités de travail, il a mentionné la poursuite de la lutte contre les situations de vulnérabilité ; l'atténuation des "inégalités que nous avons dans le pays", a-t-il déclaré.

"Les inégalités qui se manifestent dans notre société, qui nous blessent, dont l'existence va à l'encontre de ce que la Révolution, d'un point de vue humaniste et de justice sociale, a toujours essayé de défendre.

Dans le même ordre d'idées, il a souligné la nécessité d'arrêter l'exode de la main-d'œuvre, en particulier de la main-d'œuvre qualifiée, du secteur public vers le secteur privé ; de continuer à donner la priorité à la santé et à l'éducation ; d'améliorer le fonctionnement des programmes sociaux existants dans le pays ; de corriger les mesures qui ont été mises en œuvre dans le cadre de la "Tarea Ordenamiento" (Tâche Ordonnement) et qui ont montré qu'elles devaient être modifiées ; de renforcer l'économie de la connaissance ; de continuer à mettre en œuvre les mesures qui ont été mises en œuvre dans le cadre de la "Tarea Ordenamiento" et qui ont montré qu'elles devaient être modifiées ; renforcer l'économie de la connaissance ; continuer à progresser dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes ; améliorer les indicateurs du programme de protection maternelle et infantile, la production de médicaments, les soins aux personnes âgées et les loisirs pour les jeunes.

Il y a beaucoup de potentialités que nous avons et que nous devons exploiter en travaillant différemment, a réitéré la présidente, qui a également parlé de tirer tous ensemble, dans la même direction, sans

supplanter les fonctions et en faisant chacun ce qui lui correspond.

Lors de la présentation du rapport sur l'évolution de l'économie à la fin du mois de septembre, le vice-premier ministre et ministre de l'Économie et de la Planification, Alejandro Gil Fernández, a commenté la reprise progressive du tourisme dans le pays.

Alors que jusqu'à cette date, 1,8 million de visiteurs sont arrivés dans le pays, ce qui représente 75,5% de ce qui était prévu, et signifie également 55% de ce qui est arrivé à la même période de 2019. Il a également indiqué que les exportations de services touristiques ont augmenté de 46%.

En ce qui concerne plus particulièrement la production nationale de denrées agricoles, il a assuré qu'il y avait une diminution de la livraison de riz, de viande bovine, de lait frais et d'œufs au bilan national, ce qui est lié à des problèmes subjectifs et objectifs.

En ce qui concerne ces derniers, il a expliqué qu'ils étaient liés à la pénurie d'intrants et de carburant, tandis que les problèmes subjectifs sont liés à des questions de productivité, de rendement et d'organisation.

Nous avons besoin, a-t-il ajouté, "d'une plus grande autogestion dans les municipalités, qui servira à soutenir la demande alimentaire de la population, et nous devons y parvenir dans le cadre du Plan pour l'économie".

Lors de cette session, le Conseil des ministres a approuvé un nouveau portefeuille d'opportunités d'investissement étranger dans le pays, qui, selon les explications d'Ana Teresita González Fraga, première vice-ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement, compte 729 projets.

Dans cette mise à jour, a-t-elle dit, on a travaillé pour augmenter le nombre de projets visant à approvisionner le marché intérieur en produits de première nécessité et en fournitures pour l'industrie nationale, ainsi que pour augmenter les projets dans des secteurs tels que la production alimentaire, l'industrie, l'exploitation minière, le transport et la logistique, entre autres.

En ce qui concerne les nouveautés, il a souligné que 139 projets ont été présentés par les gouvernements locaux et que 38 sont de nouvelles opportunités qui seront parrainées par ces derniers (extrait du site web de la présidence).

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/337873-le-president-cubain-exhorte-a-produire-davantage-grace-a-nos-propres-efforts-talents-et-capacites

Radio Habana Cuba